

L'Europe de Bruxelles contre les peuples



BRUSSELS, BELGIUM – JULY 04: Nominee President of the EU Commission Ursula von der Leyen is welcome by the outgoing President of the European Commission (Unseen) in the Berlaymont, the EU Commission headquarter on July 4, 2019 in Brussels, Belgium. (Photo by Thierry Monasse/Getty Images)

L'Europe impose l'invasion migratoire

Imposer l'invasion migratoire a toujours été l'un des buts des instances européennes. Elles l'ont nié au début, en faisant semblant de vouloir les réguler avec l'agence Frontex, par exemple, mais il est vite apparu que cette organisation

récupérait en fait les migrants en mer pour les répartir entre les nations européennes. Le masque a été jeté après le forcing que Merkel a fait pour imposer des millions de réfugiés à des pays qui n'en voulaient pas, à la suite d'une propagande médiatique sans précédent. La responsabilité de Merkel et donc de l'Allemagne dans cette orientation politique est déterminante.

Malgré l'immense désastre qui s'en est ensuivi, scènes d'émeutes au Danemark, multiplication des attentats un peu partout, guerre des gangs en Suède, la Commission européenne poursuit implacablement son programme de remplacement des peuples originels, en forçant les gens à recueillir des envahisseurs étrangers par le biais contraignant du pacte de Marrakech, en favorisant les ONG qui repêchent complaisamment ces gens en mer, et en imposant des quotas aux pays récalcitrants.

Depuis quand des mineurs sont-ils abandonnés par leurs parents qui payent des passeurs pour les envoyer au loin ? Les migrants mineurs, cela n'existe pas, ce sont de jeunes majeurs dont leur pays se débarrasse pour qu'ils renvoient de l'argent à leur famille, allégeant ainsi le fardeau de la pauvreté que la société n'a pas su éradiquer. Il est ainsi très commode de ne pas agir sur la restriction des naissances, ce qui est impopulaire, et d'envoyer au loin le trop-plein, surtout si celui-ci est constitué en majorité de délinquants. Ils se disent que les pays d'accueil se débrouilleront toujours, et que de toutes façons ils ne savent plus punir les criminels, entravés qu'ils sont par des droits de l'homme complètement inadaptés à une situation de guerre.

Non contentes d'imposer des populations importées, les instances européennes mettent des bâtons dans les roues de ceux qui voudraient renvoyer les criminels dans leur pays d'origine, et prétendent également que les terroristes qui ont renié leur pays doivent être rapatriés.

L'Europe ne veut pas défendre ses membres qui appellent au secours

Quand Erdogan a laissé des milliers de migrants envahir la Grèce, celle-ci a appelé l'Europe à l'aide devant une violation évidente de son territoire. Les instances européennes n'ont pas bougé un cil, formulant de vagues réprobations du bout des lèvres pour la forme, mais d'action, point. C'est la population grecque elle-même qui a dû aider son armée et sa police à repousser l'invasion venue de la frontière turque. En guise de réponse, l'Europe a donné un chèque à Erdogan pour qu'il daigne respecter les frontières voisines. Celui-ci a très bien compris que l'Europe était une carpe sur laquelle on pouvait s'essuyer, et a donc traité en conséquence les toutous Charles Michel et Ursula Von der Leyen en les humiliant copieusement. Cela n'empêche pas les mêmes d'en redemander, en suggérant en catimini de faire entrer la Turquie dans l'Union européenne, ce qui est un comble.

Le même scénario s'est répété en Italie, qui a réclamé de l'aide afin de réguler les arrivées massives de bateaux, et là aussi l'Europe a fait la sourde oreille. Quand le Maroc a laissé des milliers d'envahisseurs accoster en Espagne, celle-ci n'a même pas demandé une aide quelconque, elle savait que c'était parfaitement inutile.

Il est désormais clair que le but de cette construction européenne est la destruction des nations séculaires qui la composent, ce qui veut dire qu'elle est complètement corrompue par les lobbys qui l'ont assiégée sans relâche dans sa forteresse de verre et de béton depuis sa fondation, et que des tractations avec des pays riches se sont faites dans le dos de la population qui n'a pas eu son mot à dire. La conséquence est que l'Europe se couche devant ceux qui veulent la conquérir.

L'Europe veut imposer ses vues idéologiques

Parallèlement à la destruction des nations par l'extérieur, l'Europe mène une offensive intérieure contre le socle familial, véritable pilier de la société. Elle a emboîté le pas de toutes les idéologies destructives, de la reconnaissance de la gestation par autrui, à l'encouragement de la propagande multigenre. Elle ne manque pas une occasion d'évoquer des sanctions à l'égard des pays comme la Hongrie ou la Pologne, qui n'entendent pas céder aux diktats de ces minorités agissantes et dangereuses pour les enfants. La loi anti-pédophiles hongroise, qui est une mesure parfaitement morale, est attaquée frontalement par Bruxelles avec la menace de suspendre tout paiement en faveur de ce pays. La même arrogance prévaut à l'égard de la Suisse, par exemple, quand celle-ci ne daigne pas obéir aux injonctions morales suicidaires européennes.

On ne fera jamais croire que cette position intransigeante est due à une soudaine ferveur envers le lobby LGBT. Il est plus que probable que le véritable but est de casser la famille, dernier noyau de résistance contre une société atomisée et livrée pieds et poings liés au matraquage commercial et à l'asservissement à l'oligarchie mondiale qui se met en place depuis un bon moment déjà. La situation est particulièrement grave en France, car il n'y a plus de contre-pouvoir suffisamment fort et le pays n'offre qu'un ventre mou contre ces offensives.

Quand une autorité impose des lois et des décisions dont le peuple ne veut pas et qui sont contraires à son intérêt, cela porte un nom : la dictature. Le virus du progressisme et du gauchisme a infecté les centres de décision européens, et il n'y a pas de vaccin contre cela.

Gilles Mérivac